

Unité Interdépartementale 25-70-90

Vesoul, le 13/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GROUPE MEAC SAS

BP 11
70700 Gy

Références : UID257090/SPR/EF/LL 2023 - 1113P
Code AIOT : 0005901833

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement GROUPE MEAC SAS implanté Lieu-dit Brule Cul 70700 Gy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE MEAC SAS
- Lieu-dit Brule Cul 70700 Gy
- Code AIOT : 0005901833
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

MEAC fait partie du groupe OMYA, leader mondial du carbonate de calcium.
Le site est ouvert depuis 1958 avec un taux en carbonate de calcium supérieur à 95 %.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositions générales
- modalités d'extraction
- conduite de l'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 4	/	Sans objet
2	Superficie	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 5	/	Sans objet
3	Limites	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 6	/	Sans objet
5	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.2	/	Sans objet
6	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.3	/	Sans objet
7	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.4	/	Sans objet
8	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.5	/	Sans objet
9	Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 18.2	/	Sans objet
10	Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 18.3	/	Sans objet
11	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.1	/	Sans objet
12	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.2	/	Sans objet
13	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.4	/	Sans objet
15	Méthode d'exploitation – matériel – engins	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 20	/	Sans objet
16	Stockage des produits destinés à la vente	Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Site bien tenu

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 5 800 000 m³ (environ 12 800 000 t) sous une couverture de 0,2 m de terre végétale et 3 m de matériaux de découverte (plaquettes) ; ces matériaux impropres à la commercialisation produiront de l'ordre de 480 000 m³ à utiliser pour la remise en état du site. La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 420 000 tonnes. La production pourra atteindre 500 000 tonnes/an pour satisfaire des besoins exceptionnels tout en respectant la moyenne précitée calculée sur la durée des périodes quinquennales considérées. Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au vu des valeurs de production des années 2020, 2021 et 2022 l'exploitant respecte la quantité annuelle moyenne autorisée. Il est même largement en-dessous de cette valeur. Le phasage est donc en retard, ce qui permet de préserver le gisement</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Superficie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Le site autorisé porte sur une superficie de 44 ha 67 a 82 ca et celle de l'extraction proprement dite est de l'ordre de 23 ha.
Constats : La superficie du site est bien de 44 ha 67 a 82 ca (voir schéma 1) La superficie d'extraction est bien inférieure au 23 ha autorisés (voir schéma 1)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les limites du périmètre autorisé figurent sur le plan parcellaire à l'échelle 1/10 000 annexé à la demande susvisée, dont une copie est jointe au présent arrêté. Les références cadastrales des terrains concernés par la présente autorisation sont les suivantes : > commune de GY <ul style="list-style-type: none">• section B parcelles 527 pour partie, 528 pour partie, 529 pour partie,• section C parcelles 1045 pour partie, 1046 pour partie, 1048 pour partie, 1049 pour partie, 1050 pour partie, 1051 pour partie, 1075 pour partie, 1076, 1094 pour partie, 1095, > commune de BUCEY LES GY <ul style="list-style-type: none">• section F parcelles 361, 642, 643, 656, 691, 735, 736,• section ZM parcelles 1, 4, 31 à 36,• section ZN parcelles 53, 70, 71.
Constats : Le schéma 2 confirmé par Géoportail et par une visite du site montre que l'exploitation du site porte bien sur les parcelles autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.1
Thème(s) : Situation administrative, Modalités d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière doit être conduite selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire sur son plan de phasage de l'extraction, dont copies sont jointes au présent arrêté.
Constats : Le phasage est en retard d'environ 30 % sur le prévisionnel (ce qui correspond actuellement au début de la quatrième période) ce qui est favorable à la préservation de la ressource.

L'exploitant doit s'assurer que les garanties financières sont encore adaptées. Il devra informer l'inspection de sa vérification (avec prise en compte de la mise à jour du montant suite à l'évolution de l'indice TP01 depuis 2007).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.2
Thème(s) : Situation administrative, Modalités d'extraction
Prescription contrôlée : Les matériaux de découverte et le contenu des poches d'argile rencontrées seront intégralement conservés sur le site en vue de leur réutilisation lors de la remise en état de la carrière.
Constats : Les matériaux de découverte et le contenu des poches d'argile rencontrées sont bien intégralement conservés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.3
Thème(s) : Situation administrative, Modalités d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction doit être réalisée suivant les six phases décrites dans les annexes précitées et détaillées à l'article 19.2 ci-après.
Constats : Le phasage est en retard d'environ 30 % sur le prévisionnel (ce qui correspond actuellement au début de la quatrième période).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.4			
Thème(s) : Situation administrative, Modalités d'extraction			
Prescription contrôlée : Les superficies en chantier et productions concernées pour chaque période sont environ les suivantes :			
Périodes	Superficie	Volume de matériaux enTonnage place	
1ère période (5 ans)	16 ha	1 000 000 m3	2 100 000 t
2ème période (5 ans)	17 ha	1 000 000 m3	2 100 000 t

3ème période (5 ans)	19 ha	1 000 000 m3	2 100 000 t
4ème période (5 ans)	19 ha	1 000 000 m3	2 100 000 t
5ème période (5 ans)	18 ha	1 000 000 m3	2 100 000 t
6ème période (5 ans)	20 ha	1 000 000 m3	2 100 000 t
Constats : Le phasage est en retard d'environ 30 % sur le prévisionnel (ce qui correspond actuellement au début de la quatrième période).			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 8 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 17.5
Thème(s) : Situation administrative, Modalités d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation de la période (N+1) débutera après remise en état partielle de la période N, front et banquettes en laissant toutefois une certaine distance entre zone remise en état et zone en chantier.
Constats : Le réaménagement est correctement effectué au fur et à mesure de l'extraction, suivant les prescriptions de l'article 17.5 de l'arrêté d'autorisation
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Patrimoine archéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 18.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : En cas de découverte "fortuite" de vestiges archéologiques, ces lieux seront aussitôt laissés en l'état et le permissionnaire en avisera immédiatement la direction régionale des affaires culturelles de Franche Comté à BESANÇON.
Constats : Il n'y a pas eu de découverte "fortuite" de vestiges archéologiques jusqu'à présent
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Patrimoine archéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 18.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : Durant les travaux d'extraction, et en cas de découvertes il appartiendra aux deux parties de

formaliser éventuellement un accord, par convention ou équivalent, établi conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et qui définira les modalités liées à la protection du site.
Constats : Sans objet jusqu'à présent
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'épaisseur d'extraction par rapport au niveau du terrain naturel sera de 48 m (3 m de terre et plaquettes + 3 fois 15 m) au plus, divisée en trois gradins d'une hauteur unitaire maximale de 15 m chacun ; ils seront séparés par une banquette sensiblement horizontale de 15 m de largeur en cours d'exploitation et ramenée à 5 m en position ultime.
Constats : Le point bas de la carrière est à la côte NGF 275. Les fronts de taille les plus anciens font 15 mètres au maximum. Désormais, les fronts de taille ne dépassent pas 8 mètres. Les banquettes ont bien une largeur de 15 mètres
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux se déroulera en six phases de cinq ans conformément au phasage précisé en figures jointes en annexe.
Constats : Le phasage est en retard d'environ 30 % sur le prévisionnel (ce qui correspond actuellement au début de la quatrième période)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en cours d'exploitation ne doit pas se situer au-

dessous de 275 mètres NGF.
Constats : La cote d'altitude minimale du carreau inférieur est à 275 NGF
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 19.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.
Constats : Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. L'équilibre des terrains voisins n'est manifestement pas compromise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Méthode d'exploitation – matériel – engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'extraction se fera selon le phasage décrit précédemment, exploitation en fosse. Après décapage des terrains, l'extraction proprement dite s'effectuera par tirs de mines verticales dont l'explosif sera mis à feu par détonateurs avec micro - retard afin de réduire la charge explosive unitaire instantanée d'un maximum de 80 kg. Une unité de criblage - concassage - broyage des matériaux sera de type mobile, l'autre sera de type fixe.
Constats : Les tirs de mines sont effectués par Titanobel, 0 à 2 fois par mois. Les tirs sont effectués sur 40 trous avec une charge totale de 2 T d'explosifs. La charge explosive unitaire maximale est donc bien respectée. Une unité de criblage - concassage - broyage des matériaux est de type mobile, l'autre est de type fixe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Stockage des produits destinés à la vente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2007, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : Les produits finis seront stockés à l'intérieur du périmètre autorisé.
Constats : Les produits finis sont bien stockés à l'intérieur du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet